

ECO

BUSINESS PME - TPE - STARTUP

30 Juin 2024

www.lodj.ma




**SURPRISE : LA BANQUE CENTRALE DU MAROC
BAISSE SON TAUX DIRECTEUR À 2,75 %**





 Samedi 22 Dou Al Hijja 1445 H / 29 juin 2024

**La Princesse Lalla Latifa, mère du SM
le Roi Mohammed VI, est décédée.**

**Voici le communiqué 
du porte-parole du Palais Royal**

**En ces douloureuses circonstances, L'ODJ Média du
groupe Arrissala s'associe au deuil de la famille
royale et présente ses condoléances les plus
attristées à Sa Majesté le Roi Mohammed VI et aux
membres de la famille royale.**

إِنَّا لِلَّهِ وَإِنَّا إِلَيْهِ رَاجِعُونَ

Sommaire

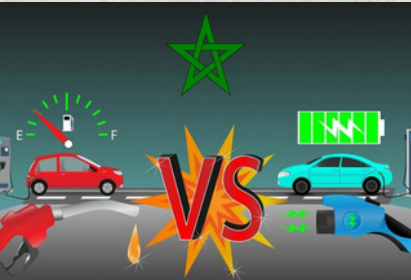
L'Europe face au décrochage économique : une analyse critique



Un job d'avenir : poser les bonnes questions à l'IA



À la croisée des chemins : Le futur incertain des véhicules électriques et hybrides au Maroc



La Souveraineté de la recherche gazière au Maroc



La Banque centrale du Maroc baisse son taux directeur à 2,75 %



Réforme du régime de change flexible : Quels Enjeux pour les TPME Marocaines ?



Évolution du niveau de vie au Maroc : Entre amélioration et défis persistants



Surprise : La Banque centrale du Maroc baisse son taux directeur à 2,75 %



Les prévisions économiques et la décision de la Banque concernant la politique monétaire du pays ont été prises lors de la réunion tenue mardi par son Conseil qui a analysé les développements économiques nationaux et internationaux, ainsi que les projections macroéconomiques à moyen terme de Bank Al-Maghrib.

La croissance économique du Maroc s'est accélérée de 1,5 % en 2022 à 3,4 % en 2023, en raison d'une amélioration de 3,5 %, après 3,4 %, de la valeur ajoutée non agricole, ainsi que d'une légère reprise de 1,4 %, après une contraction de 11,3 % de la valeur ajoutée agricole.

A moyen terme, les activités non agricoles devraient se renforcer à des taux de 3,8 % en 2024 et 4,1 % en 2025, grâce aux différents projets lancés et programmés, à la poursuite de la dynamique des activités liées au tourisme, et à la consolidation de la consommation des ménages en liaison avec le ralentissement de l'inflation et l'augmentation des salaires, estiment les experts de la Banque.

Toutefois, la production agricole resterait tributaire des conditions climatiques. Ainsi, compte tenu d'une récolte céréalière estimée par le Département de l'Agriculture à 31,2 millions de quintaux, la valeur ajoutée agricole baisserait de 6,9 % cette année, avant de rebondir de 8,6 % en 2025, dans l'hypothèse d'un retour à une récolte céréalière moyenne de 55 millions de quintaux.

Selon les projections de Bank Al Maghrib, la croissance économique nationale du Maroc reviendrait à 2,8 % en 2024, avant de s'accélérer à 4,5 % en 2025.

Après avoir atteint 6,6 % en 2022 et 6,1 % en 2023, l'inflation nationale est revenue à de faibles niveaux au cours des derniers mois, principalement sous l'effet de l'atténuation des pressions extérieures et de la baisse des prix des produits alimentaires volatils.

Avec la reprise du processus de suppression des subventions, l'inflation devrait terminer l'année en cours avec une moyenne de 1,5 %, avant de remonter à 2,7 % en 2025, indique la banque centrale du Maroc.

La Banque, qui a maintenu son taux directeur inchangé pendant quatre réunions consécutives, a décidé de l'abaisser de 25 points de base à 2,75 %. Cette décision intervient après avoir calibré le resserrement de sa politique monétaire.

Les mesures prises par le gouvernement pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages et certaines activités économiques ont contribué à assurer la stabilité des prix et à ramener l'inflation à ses niveaux d'après la reprise économique.

Réforme du régime de change flexible : Quels Enjeux pour les TPME Marocaines ?

Une Réforme nécessaire mais délicate



La transition vers un régime de change flexible est une étape cruciale pour l'économie marocaine. Cependant, cette transition ne peut se faire sans une préparation minutieuse et un encadrement rigoureux des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME). C'est ce qu'a affirmé Abdellatif Jouahri, le Wali de Bank Al-Maghrib (BAM), lors d'une conférence de presse tenue à Rabat suite à la deuxième réunion trimestrielle du Conseil de BAM pour l'année 2024.

M. Jouahri a souligné l'importance de préparer les TPME avant d'envisager toute transition vers un régime de change flexible. Malgré des prérequis favorables tels que l'équilibre budgétaire et un niveau confortable des réserves de change, les TPME marocaines ne sont pas prêtes pour cette réforme. Cette déclaration soulève une question cruciale : pourquoi les TPME ne sont-elles pas encore prêtes ?

Le passage à un régime de change flexible nécessite des ajustements fréquents du taux directeur de la banque centrale pour défendre la monnaie nationale. Ces ajustements affectent directement les taux d'intérêt appliqués par les banques aux TPME et autres clients.

Les TPME doivent donc être capables de recalculer leurs coûts et d'ajuster leurs prix en conséquence. Or, selon M. Jouahri, ce n'est pas encore le cas, ce qui pourrait compromettre leur compétitivité sur le marché.

Pour faciliter cette transition, des politiques d'accompagnement sont mises en place, mais elles restent insuffisantes pour certaines catégories d'entreprises. Les opérateurs économiques doivent impérativement s'adapter à ces changements pour éviter des perturbations majeures.

Cela inclut une meilleure gestion des risques liés aux fluctuations du taux de change et une réévaluation constante de leurs stratégies de prix.

L'un des principaux risques de cette transition est l'impact sur les taux d'intérêt. Les TPME, qui dépendent souvent de prêts pour financer leurs activités, pourraient voir leurs coûts de financement augmenter, ce qui pèserait sur leur rentabilité.

En outre, l'incertitude liée aux fluctuations du taux de change pourrait rendre la planification financière plus complexe, augmentant ainsi les risques pour ces entreprises.

Réforme du régime de change flexible : Quels Enjeux pour les TPME Marocaines ?

Une Réforme nécessaire mais délicate

M. Jouahri a conclu en insistant sur la nécessité d'une préparation accrue des opérateurs économiques. Il est crucial que les TPME marocaines soient équipées pour naviguer dans ce nouvel environnement économique. Cela passe par une formation adéquate, un soutien financier renforcé et une politique de communication transparente de la part des autorités.

Au-delà de la préparation immédiate, il est également essentiel de considérer les enseignements d'autres pays ayant effectué cette transition. Par exemple, les expériences de pays émergents d'Asie et d'Amérique Latine montrent que la réussite d'une telle réforme repose sur une combinaison de stabilité macroéconomique et de flexibilité microéconomique. Les TPME doivent adopter des pratiques de gestion modernes et investir dans des technologies qui leur permettent de mieux anticiper et réagir aux fluctuations économiques.

Par ailleurs, des études récentes indiquent que les économies qui adoptent un régime de change flexible bénéficient à long terme d'une meilleure résilience face aux chocs externes. Les TPME marocaines, une fois bien préparées, pourraient tirer parti de cette réforme pour renforcer leur compétitivité sur les marchés internationaux.

La réforme du régime de change flexible au Maroc est une étape nécessaire mais délicate. Elle exige une préparation rigoureuse des TPME pour éviter des répercussions négatives sur leur compétitivité. Les autorités marocaines doivent continuer à renforcer les politiques d'accompagnement et à assurer une communication transparente pour guider les entreprises à travers cette transition complexe. La réussite de cette réforme pourrait ouvrir la voie à une économie marocaine plus robuste et résiliente, capable de s'adapter aux défis de la mondialisation.





Évolution du niveau de vie au Maroc : Entre amélioration et défis persistants

L'analyse de l'évolution du niveau de vie de la population marocaine, basée sur les résultats de l'Enquête Nationale sur le Niveau de Vie des Ménages (ENNVM) de 2022, révèle une réalité complexe et nuancée. Malgré une amélioration globale du niveau de vie entre 2014 et 2022, plusieurs facteurs, dont la pandémie de COVID-19, l'inflation et les sécheresses récurrentes, ont significativement influencé la dynamique économique et sociale du pays. Cette enquête, menée par le Haut-Commissariat au Plan (HCP), offre un aperçu détaillé des dépenses de consommation, des inégalités sociales et spatiales, ainsi que des dynamiques de pauvreté monétaire et multidimensionnelle.

Pauvreté Monétaire et Vulnérabilité :

Des Défis Accrus et Pauvreté Multidimensionnelle

Une Réduction Significative Mais Inégale

Entre 2014 et 2022, le niveau de vie moyen des ménages marocains a connu une progression notable, malgré une décélération entre 2019 et 2022. Le niveau de vie moyen par personne est passé de 15 876 DH par an en 2014 à 20 658 DH en 2022.

Cette amélioration est plus marquée en milieu urbain qu'en milieu rural, où une légère baisse a été observée après 2019.

Cependant, près de 70% de la population dispose d'un niveau de vie inférieur à la dépense annuelle moyenne par personne, soulignant des disparités significatives entre les différents milieux de résidence.

Évolution du niveau de vie au Maroc : Entre amélioration et défis persistants

Les inégalités sociales et spatiales du niveau de vie restent prononcées. Les ménages dirigés par des personnes ayant un niveau scolaire supérieur ou appartenant à des catégories professionnelles élevées bénéficient d'un niveau de vie nettement supérieur. Par exemple, les chefs de ménage ayant un niveau scolaire supérieur dépensent en moyenne 3,4 fois plus que ceux sans niveau scolaire. De plus, les ménages dirigés par des femmes affichent un niveau de vie légèrement supérieur à ceux dirigés par des hommes.

En milieu rural, les inégalités se sont accentuées, avec une progression plus lente du niveau de vie comparée aux zones urbaines. Les 20% les plus aisés concentrent une part disproportionnée des dépenses totales, accentuant les écarts entre les différentes couches sociales. En 2022, les 20% les plus aisés réalisaient 48,1% de la consommation totale des ménages, contre seulement 6,7% pour les 20% les moins aisés.

Pauvreté Monétaire et Vulnérabilité : Des Défis Accrus

La dynamique de la pauvreté monétaire au Maroc révèle des contrastes significatifs. La pauvreté extrême, mesurée au seuil international de 1,9 dollar par jour, a été pratiquement éradiquée, avec moins de 0,3% de la population vivant en dessous de ce seuil en 2022. Cependant, la pauvreté monétaire absolue a augmenté, passant de 1,7% en 2019 à 3,9% en 2022. Cette hausse est particulièrement prononcée en milieu rural, où le taux de pauvreté est passé de 3,9% à 6,9% sur la même période.

Parallèlement, la vulnérabilité à la pauvreté a également connu une augmentation, passant de 7,3% en 2019 à 12,9% en 2022. Cette vulnérabilité est de plus en plus présente en milieu urbain, où le taux a atteint 9,5% en 2022, comparé à 4,6% en 2019.

Pauvreté Multidimensionnelle : Une Réduction Significative Mais Inégale

La pauvreté multidimensionnelle, qui intègre des aspects non monétaires tels que l'accès à l'éducation, à la santé et aux services sociaux de base, a considérablement diminué au Maroc. Le taux de pauvreté multidimensionnelle est passé de 9,1% en 2014 à 5,7% en 2022. Cette baisse est principalement tirée par les améliorations en milieu rural, bien que certaines régions, comme Béni Mellal-Khénifra et Fès-Meknès, continuent d'afficher des taux de pauvreté multidimensionnelle élevés.

L'analyse des données de l'ENNVM 2022 met en lumière les progrès réalisés par le Maroc en termes de niveau de vie, tout en soulignant les défis persistants liés aux inégalités sociales et spatiales, à la pauvreté monétaire et à la vulnérabilité économique. Les politiques publiques doivent continuer à se concentrer sur la réduction des inégalités et la promotion d'une croissance économique inclusive pour garantir une amélioration durable du bien-être de toute la population.



Opportunité forgée de toutes pièces: Moulay Hafid Elalamy sur la reprise de la Société Générale Maroc

Lors d'une conférence captivante à l'ESSEC Paris, Moulay Hafid Elalamy, figure emblématique de l'entrepreneuriat marocain, a dévoilé comment il a orchestré le rachat de la Société générale Maroc, une banque initialement non destinée à la vente. Cette manœuvre astucieuse démontre son acuité dans le domaine des affaires et sa capacité à créer des opportunités là où il semble n'y en avoir aucune.

L'Elalamy a expliqué qu'en dépit de la solidité de la Sogé Maroc, il a su anticiper les restructurations futures du groupe Société Générale, en raison des multiples pressions économiques et réglementaires auxquelles le secteur bancaire est confronté à l'échelle mondiale. Sa démarche proactive a non seulement permis la création d'une opportunité unique mais aussi posé les bases d'une transaction qui pourrait redéfinir le paysage bancaire au Maroc.

L'ancien ministre a aussi partagé des réflexions sur sa transition de la politique à l'entrepreneuriat, soulignant les défis et les réussites de sa carrière diversifiée. Son parcours, marqué par des négociations stratégiques et des décisions audacieuses, illustre parfaitement la nécessité pour les dirigeants d'adapter leurs stratégies aux réalités économiques fluctuantes.





Un job d'avenir : poser les bonnes questions à l'IA

Dans un monde où l'intelligence artificielle (IA) prend une place de plus en plus centrale, de nouveaux métiers émergent pour accompagner cette révolution technologique. Parmi eux, un rôle se distingue par son importance cruciale : celui de poser les bonnes questions à l'IA. Mais qu'implique exactement ce métier d'avenir ?

Comprendre le contexte

L'IA, qu'elle soit utilisée pour des assistants virtuels, des systèmes de recommandation ou des analyses prédictives, repose sur des données et des algorithmes. Cependant, la qualité des réponses fournies par ces systèmes dépend largement de la qualité des questions posées. C'est ici qu'intervient le spécialiste en formulation de questions.

Le rôle du spécialiste en formulation de questions

Ce professionnel, souvent doté d'une solide formation en sciences humaines, en logique ou en linguistique, travaille à l'interface entre l'IA et l'utilisateur. Son objectif est double : maximiser la pertinence des réponses de l'IA et garantir que ces réponses soient utiles pour l'utilisateur final. Pour ce faire, il doit :

- Analyser le contexte : Comprendre le contexte et les besoins de l'utilisateur est essentiel. Cela permet de poser des questions précises et pertinentes.
- Formuler avec précision : La formulation des questions doit être claire et sans ambiguïté. Cela nécessite une maîtrise du langage naturel et une compréhension approfondie des capacités et des limites de l'IA.
- Évaluer les réponses : Une fois les réponses fournies par l'IA, le spécialiste doit les évaluer pour s'assurer qu'elles sont complètes et exactes. Si nécessaire, il reformule les questions pour affiner les résultats.

Les compétences nécessaires

Pour exceller dans ce rôle, plusieurs compétences sont requises :

- Maîtrise du langage : Une excellente maîtrise de la langue est indispensable pour poser des questions précises et compréhensibles.
- Connaissances en IA : Une bonne compréhension des principes de l'intelligence artificielle permet de formuler des questions adaptées aux capacités du système.
- Esprit analytique : La capacité à analyser des situations complexes et à en extraire les éléments essentiels est cruciale.
- Curiosité et empathie : Être curieux et capable de se mettre à la place de l'utilisateur aide à mieux comprendre ses besoins.

Les débouchés

Avec l'essor de l'IA dans divers secteurs comme la santé, l'éducation, la finance ou le service client, les débouchés pour les spécialistes en formulation de questions se multiplient. Les entreprises technologiques, les laboratoires de recherche et même les institutions publiques commencent à reconnaître l'importance de ce rôle.

Poser les bonnes questions à l'IA n'est pas simplement un travail technique, c'est un art qui nécessite une profonde compréhension du langage, des technologies et des besoins humains. Ce métier d'avenir promet de jouer un rôle clé dans l'interaction entre les humains et les machines, ouvrant la voie à une collaboration plus efficace et harmonieuse avec l'intelligence artificielle.



À la croisée des chemins : Le futur incertain des véhicules électriques et hybrides au Maroc

Alors que le monde entier assiste à une révolution des véhicules électriques, le Maroc semble encore sur la rampe de lancement, peinant à donner à ce secteur crucial l'élan nécessaire pour une véritable transformation énergétique.

En 2023, le pays a vu une augmentation de 25,28% des ventes de véhicules électriques et hybrides, un signe prometteur de changement. Cependant, avec seulement 4,5% des nouvelles immatriculations attribuées à ces technologies vertes, sur un total de 161,504, il devient évident que le chemin vers une mobilité durable est encore semé d'embûches.

Le Contexte du Marché Marocain

La lente progression des véhicules électriques et hybrides au Maroc soulève des questions cruciales sur les facteurs qui entravent leur adoption massive. Malgré les efforts gouvernementaux pour promouvoir les énergies renouvelables et réduire la dépendance aux combustibles fossiles, plusieurs défis demeurent, notamment le manque d'infrastructures de recharge, les coûts élevés des technologies vertes et une sensibilisation insuffisante aux avantages environnementaux et économiques de ces véhicules.

Infrastructures et Incitations : Clés de la Transition

Pour véritablement dynamiser le marché des véhicules électriques, le Maroc doit investir de manière significative dans l'infrastructure de recharge. Le réseau actuel est insuffisant pour répondre aux besoins des conducteurs potentiels, rendant l'utilisation au quotidien peu pratique. De plus, des incitations financières, telles que des subventions à l'achat et des réductions fiscales, pourraient rendre ces véhicules plus accessibles à une plus large part de la population.

Vision à Long Terme et Collaboration Sectorielle

L'adoption des véhicules électriques doit être envisagée comme un élément clé de la stratégie nationale pour une économie moins carbonée. Cela nécessite une vision à long terme et une collaboration étroite entre le gouvernement, les constructeurs automobiles, et les fournisseurs d'énergie. Ensemble, ces acteurs peuvent développer des stratégies intégrées qui favorisent à la fois l'innovation technologique et la durabilité environnementale.

Éducation et Sensibilisation

Parallèlement, une campagne nationale de sensibilisation pourrait éduquer le public sur les bénéfices des véhicules électriques, non seulement en termes de réduction des émissions de carbone mais aussi pour leur efficacité et leur économie à long terme. Élever la conscience écologique pourrait accélérer l'acceptation sociale de ces technologies.

Conclusion

En définitive, si le Maroc souhaite que le marché des véhicules électriques et hybrides décolle véritablement, il doit adopter une approche holistique qui adresse à la fois les défis infrastructurels et économiques tout en cultivant un environnement réglementaire et culturel propice à l'innovation. Ce n'est qu'ainsi que le Maroc pourra espérer jouer un rôle de leader dans la transition énergétique globale dans la région.

La Souveraineté de la recherche gazière au Maroc

La récente acquisition par le Groupe Managem de Sound Energy Morocco East Ltd marque un tournant décisif dans la quête d'indépendance énergétique du Maroc. Cette transaction, issue d'un processus de sélection ouvert et compétitif avec des investisseurs internationaux, ouvre la voie à une nouvelle ère pour le secteur énergétique marocain.

Le Groupe Managem, en s'appropriant 55% de la concession de Tendirara et 47,5% des permis d'exploration de Grand Tendirara et d'Anoual, pose les bases d'un futur énergétique plus propre pour le Maroc. Selon Imad Toumi, PDG de Managem, cette acquisition permettra non seulement de fournir une énergie abordable aux industries locales mais aussi de renforcer l'indépendance énergétique du pays, améliorant ainsi sa balance commerciale. Mais qu'en est-il réellement des bénéfices escomptés pour le Maroc et ses citoyens ?

Le projet Tendirara se divise en deux phases distinctes. La première, déjà en construction, vise à produire 100 millions de mètres cubes de Gaz Naturel Liquéfié (GNL) par an dès mi-2025. La deuxième phase, actuellement en étude de faisabilité, prévoit la mise en place d'une unité de traitement et d'un pipeline pour fournir 280 millions de mètres cubes par an de gaz naturel. Si ces chiffres peuvent sembler prometteurs, ils doivent être analysés à la lumière des défis techniques et financiers que représentent de tels projets.

L'accord de cette acquisition prévoit un montant d'environ 12 millions de dollars US à la finalisation de la transaction, avec un financement additionnel pouvant atteindre 24,5 millions de dollars US pour la phase 2 du projet. Ces investissements sont toutefois soumis à des conditions suspensives, notamment l'obtention des autorisations réglementaires nécessaires. Une question essentielle demeure : le Maroc dispose-t-il de la capacité institutionnelle et technique pour surmonter ces obstacles réglementaires ?

Managem ne se contente pas de ses projets au Maroc. L'entreprise explore activement d'autres actifs gaziers à travers l'Afrique, consolidant ainsi sa stratégie de diversification énergétique. Cette ambition continentale pourrait jouer un rôle clé dans le développement économique de la région, mais elle pose également des questions sur la capacité de l'entreprise à gérer des projets multiples et complexes dans des environnements souvent instables.



Avec une concession couvrant environ 23 000 km² dans la province orientale du Maroc et des ressources estimées à 10,67 milliards de mètres cubes de gaz naturel, le projet Tendirara pourrait avoir un impact significatif. Cependant, la gestion de ces ressources doit être équilibrée entre les besoins économiques et les impératifs écologiques. La promotion d'une énergie à faible empreinte carbone est louable, mais nécessite une rigueur de gestion et une transparence exemplaires.

L'acquisition de Sound Energy Morocco East Ltd par le Groupe Managem représente une avancée notable pour le secteur énergétique marocain. Pourtant, au-delà des annonces et des promesses, de nombreuses interrogations subsistent. Le Maroc est-il prêt à relever les défis techniques, financiers et réglementaires que ces projets impliquent ? L'ambition de Managem de devenir un acteur régional majeur se concrétisera-t-elle sans encombre ? Ces questions méritent une attention soutenue de la part des décideurs et des citoyens marocains, afin de garantir que les bénéfices escomptés se traduisent en véritables progrès pour le pays.

Pour que la recherche gazière au Maroc soit véritablement souveraine, il est impératif de développer une vision stratégique claire, accompagnée de politiques publiques robustes et d'un cadre réglementaire transparent. Seule une approche intégrée et participative permettra de transformer les promesses actuelles en réalités tangibles, assurant ainsi un avenir énergétique durable et prospère pour le Maroc.



Chiffre de la semaine

6 milliards d'euros

Maroc-Espagne : Tunnel sous-marine

Le journal américain "Newsweek" a révélé de nouvelles informations sur le projet colossal qui reliera l'Espagne et le Maroc via un tunnel sous-marin. Ce projet, considéré comme l'un des plus ambitieux de l'ingénierie civile mondiale, a été relancé et pourrait être prêt d'ici 2030, année où l'Espagne, le Maroc et le Portugal accueilleront la Coupe du Monde de football, indique le média, précisant que, d'une longueur d'environ 27 kilomètres, ce tunnel reliera Punta Paloma en Espagne et Malabata au Maroc. Le coût du projet "pourrait dépasser les 6 milliards d'euros".

ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE

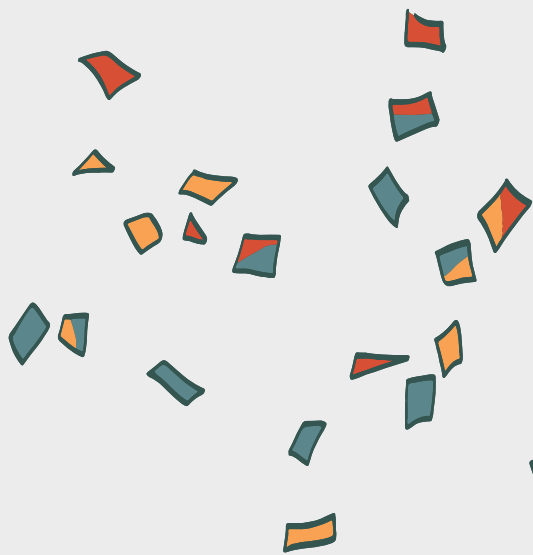
Alerte

RN : LES BINATIONAUX OUT



Le député sortant RN Roger Chudeau a estimé jeudi sur BFMTV qu'un membre du gouvernement ne pouvait pas être binational car cela posait un « problème de double loyauté », prenant l'exemple de l'ancienne ministre de l'Education Najat Vallaud-Belkacem dont la nomination fut « une erreur ».

ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE



Hassan Laaziri

L'Association Marocaine des Investisseurs en Capital (AMIC) a nommé un nouveau Conseil d'Administration lors de sa dernière Assemblée Générale. Et c'est Hassan Laaziri, Administrateur Directeur Général de CDG Invest Growth, qui a été élu à l'unanimité comme Président de l'AMIC, succédant ainsi à Hatim Ben Ahmed, Managing Partner de Mediterranea Capital Partners



Accord entre Bank of Africa et Saudi National Bank pour renforcer la coopération commerciale

Bank of Africa (BOA) a signé, mardi dernier, un protocole d'accord avec Saudi National Bank, la première banque saoudienne ainsi que du monde arabe en biens propres, et l'une des pionnières en finance islamique dans le monde, pour promouvoir la collaboration et explorer les opportunités d'affaires pour un bénéfice mutuel.

Selon les termes de l'accord, BOA et Saudi National Bank collaboreront sur diverses initiatives, y compris, la facilitation des transactions transfrontalières et des envois de fonds entre l'Arabie saoudite et le Maroc, l'identification des opportunités d'affaires à développer dans des domaines tels que le financement du commerce, la banque d'investissement et la banque numérique, ainsi que l'accompagnement des entreprises conjointes dans les pays d'Afrique subsaharienne, afin de contribuer à la croissance du continent dans l'intérêt mutuel des parties.

Plus de 200 entreprises marocaines certifiées par le label Halal



Le label Halal Maroc enregistre une croissance significative, avec plus de 200 entreprises certifiées couvrant environ 1,000 produits, notamment dans l'alimentation, la cosmétique et la restauration.

Lors du Forum Halal Maroc (FOHAM 2024), Abderrahim Taibi, directeur de l'IMANOR, a souligné les efforts pour faciliter l'obtention de cette certification par les entreprises marocaines. Un protocole de reconnaissance des certificateurs halal étrangers a été mis en place pour intégrer les intrants internationaux dans les produits marocains labellisés.

Ce label joue un rôle crucial dans l'exportation des produits marocains vers les marchés musulmans mondiaux, renforçant ainsi la compétitivité et la réputation des entreprises nationales.



Lancement de "Cap Hospitality" pour l'hébergement touristique

"Cap Hospitality" est un nouveau programme de soutien à Rabat visant à moderniser les Établissements d'Hébergement Touristique Classés (EHTC) au Maroc, en préparation des événements sportifs à venir comme la CAN 2025 et la Coupe du Monde 2030.



Financé par le ministère du Tourisme et ses partenaires, il offre jusqu'à 4 milliards de dirhams pour la mise à niveau de 25 000 chambres d'hôtel, avec des crédits bénéficiant d'une prise en charge totale des intérêts par l'État.

L'uranium marocain, une nouvelle bouée de sauvetage pour les approvisionnements mondiaux



Le Maroc, déjà reconnu pour ses vastes ressources naturelles, pourrait bientôt jouer un rôle crucial dans l'approvisionnement mondial en uranium. Selon la plateforme spécialisée TAQA Morocco, l'uranium marocain est sur le point de devenir un élément clé pour assurer des approvisionnements durables et répondre à la demande croissante en énergie propre.

Avec la transition énergétique mondiale, l'uranium est essentiel pour les réacteurs nucléaires, qui offrent une alternative sans carbone aux combustibles fossiles. Le développement de l'industrie de l'uranium au Maroc pourrait non seulement renforcer l'économie nationale en diversifiant ses sources de revenus, mais aussi positionner le pays comme un acteur stratégique dans le domaine énergétique.

Cela s'inscrit parfaitement dans la vision du Maroc de devenir un leader régional en matière de développement durable et d'énergie verte.

Redynamisation du marché immobilier au Maroc

Le secteur immobilier marocain se redynamise, porté par le retour des MRE et le programme d'aide au logement. Marrakech et Agadir voient une hausse de la demande, tandis que Casablanca, Rabat et Tanger connaissent une baisse de l'offre.

Le marché locatif est également en expansion, principalement pour les appartements de deux chambres. Les perspectives sont optimistes malgré les défis potentiels liés aux fluctuations des prix et à la stabilité économique mondiale.

Espace des Opinions

Les nôtres et les vôtres

Sur L'ODJ Média

CHRONIQUES



TRIBUNES



ANALYSES



EMISSIONS



PODCASTS

La France a peur... le Maroc observe

Mohamed Zidouh : Maroc - France / Faut-il craindre le pire ?

Quelle politique fiscale pour booster la croissance économique et l'emploi ?

La Tragédie de Gaza : La Vraie Face de l'Occident Révélée

La Tragédie de Gaza : La Vraie Face de l'Occident Révélée

Boujloud : une polémique en plein essor

Podcast de la semaine

La France a peur... le Maroc observe

Par Aziz Boucetta

« La France a peur », disait le présentateur télé dans les années 70, suite à une affaire de droit commun. Cinquante ans après, la France a toujours peur, mais cette fois-ci pour plusieurs raisons : peur du terrorisme, peur de la paupérisation, peur de l'extrême-droite qui arrive à grands pas en se frottant les mains, peur de l'incertitude, peur de Vladimir Poutine, peur de cet étrange concept d'islamo-gauchisme... Les Français n'en peuvent plus d'avoir peur... divisés, effrayés, bousculés, sans doute même hagards. Plus au sud, le Maroc, concerné par cette élection de tous les dangers, observe...



L'ODJ TV#SUALERING
SAISON 2

MAROC / FRANCE
FAUT-IL CRAINDRE LE PIRE ?



Émission Politique de la semaine

MOHAMED ZIDOUH : MAROC - FRANCE / FAUT-IL CRAINDRE LE PIRE ?

Cette émission discute des élections législatives anticipées en France et de leur impact potentiel sur les relations franco-marocaines, soulignant que malgré un possible gouvernement d'extrême droite, les engagements internationaux de la France envers le Maroc devraient rester stables. Mohamed Zidouh, président du groupe d'amitié parlementaire Maroc-France, affirme que la politique étrangère de la France ne changera pas significativement, même sous un gouvernement d'extrême droite. Il note également l'importance de la coopération entre les deux pays sur des questions économiques et de migration.

Image de la semaine



L'Info en Face avec Mohamadi El Yacoubi



Quelle politique fiscale pour booster la croissance économique et l'emploi ?
Cette question fera l'objet du débat de l'Info en face. Pour en discuter,
Rachid Hallaouy reçoit Mohamadi El Yacoubi, professeur universitaire en
économie & expert consultant.



Chronique Vidéo de la semaine

La Tragédie de Gaza : La Vraie Face de l'Occident Révélée



Dans cette vidéo, nous plongeons profondément dans une réflexion sur les tragédies humaines marquées par l'hypocrisie et l'indifférence des grandes puissances mondiales. De la Seconde Guerre mondiale à la guerre en Irak, en passant par le génocide rwandais et le conflit actuel à Gaza, cette vidéo met en lumière les silences complices et les actions controversées des États-Unis, d'Israël, de la France, de la Belgique, de la Russie et de la Chine.



Podcast Société

Boujloud : une polémique en plein essor

Boujloud, Bilmawen, ou Boulebtayne, le rituel traditionnel associé à l'Aid Al Adha, suscite à nouveau la controverse cette année. Les critiques se multiplient, accusant cette fête de promouvoir l'homosexualité, de perpétuer des pratiques païennes, voire satanistes, et de dénaturer le patrimoine amazigh.

Salma LABTAR





Surprise :
La Banque centrale
du Maroc abaisse
son taux directeur
à 2,75 %

Qualité des eaux
de baignade et
du sable des plages

Le rideau tombe
pour kaspersky
aux usa :
une interdiction
sous haute tension

WEEK

L'ODJ MEDIA

L'HEBDO EN BRÈVES, 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ DE L'ODJ MÉDIA N°47 : SEMAINE 04 - JUIN 2024



MOHAMED ZIDOUH - MÉDECIN POLITICIEN

MAROC / FRANCE

FAUT-IL CRAINDRE LE PIRE ?



SCAN ME!
WWW.LODJ.MA

MCDONALD'S : QUAND L'IA TRANSFORME LES COMMANDES EN CHAOS AUX ÉTATS UNIS